

Le traitement médiatique belge du conflit syrien : entre information et propagande de guerre

Auteur : Wenkin, Laurent

Promoteur(s) : Geuens, Geoffrey

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en communication économique et sociale

Année académique : 2018-2019

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/7639>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Assad massacre et le monde observe

Le Soir/Wallonie, Jeu. 22 fév. 2018, Page 1

Que faire ? Un massacre a lieu dans la banlieue de Damas, en *Syrie*. La région jouxte la capitale syrienne et s'appelle « la Ghouta ». Elle est aux mains des rebelles depuis cinq ans. Elle est aussi assiégée par le régime, qui recourt à tous les moyens pour écraser les insoumis. Depuis quelques jours, les *bombardements* ne cessent plus, les victimes civiles s'accumulent par centaines, dont un tiers d'enfants. C'est une boucherie. Un scandale qui glace le sang.

Le monde observe, navré ou choqué. On convoque « l'impuissance » pour occulter l'inaction, la lâcheté voire l'indifférence. Mais les images continuent à nous parvenir. Les smartphones ont changé la face des conflits. On tue en direct. On meurt devant la caméra. Le cri des blessés et celui des parents qui portent leur enfant meurtri résonnent dans les consciences. Ou devraient résonner.

Alors on fait un communiqué. Didier Reynders, ministre des Affaires étrangères, se dit par exemple « préoccupé ». Préoccupé. Il parle de « violation grave du droit humanitaire » . Il « soutient l'appel de l'Union européenne à l'égard de toutes les parties impliquées dans le conflit à prendre les mesures nécessaires afin de diminuer la violence et de protéger la population syrienne »...

Pendant ce temps, la mort rôde dans la Ghouta. Elle frappe ici ou là. Sans prévenir, sans choisir, au hasard. Dans un décor d'apocalypse, les derniers témoins joignables hurlent leur douleur, appellent à l'aide. Mais, au fond d'eux-mêmes, ils savent que leur sort est scellé. Personne ne viendra. Ils sont cernés, bombardés, affamés. Ils attendent l'offensive terrestre qui serait imminente et dont on peut craindre le pire.

Pour des violations massives des droits humains au Kosovo en 1999, l'Otan s'était mobilisée pour frapper, bombarder et terrasser la Serbie. En *Syrie*, l'Occident ne bougera pas. Trop compliqué. Trop risqué. La Russie couve le dictateur Assad et lui prête même bombardiers et pilotes. Le funeste précédent libyen hante les esprits. Etc. Les bonnes raisons s'accumulent et dissipent la mauvaise conscience.

Les assiégés mourront donc. Ou ils se rendront à leurs bourreaux pour un destin des plus incertains. Dans d'autres cas de villes rebelles assiégées, des accords d'évacuation ont eu lieu depuis 2015. Populations et rebelles qui le souhaitaient ont été conduits vers Idleb, dans le nord-ouest de la *Syrie*. Mais cette zone, toujours insurgée, attend maintenant elle aussi l'assaut final de la soldatesque assadienne...

Depuis 2012, les occasions n'ont pas manqué, comme la première attaque *chimique* du régime, qui eussent justifié d'envoyer une coalition aérienne pour détruire l'aviation du régime, sauver ainsi des milliers de vies et épargner à des millions d'opprimés les tourments de l'exil. Seuls les hideux djihadistes de Daesh eurent droit à ce régime, parce qu'ils avaient frappé sur notre sol, pour le plus grand ravissement d'Assad et ses sbires.

Baudouin Loos ■